

# La descente aux enfers du SSA n'est pas inéluctable !!!

S'il se poursuit, l'exode des médecins militaires précipitera le SSA vers une fin inexorable. Sans un arrêt de cette politique générale tournée vers la casse des services publics, le SSA vivra ses dernières heures. Il se contentera des miettes laissées par les cliniques privées se limitant au soutien des forces, laissant la population subir des déserts médicaux.

Certes le SSA n'a pas vocation à palier le manquement de structures de soins sur l'hexagone, mais les récents attentats et la pandémie que nous subissons démontrent bien que le SSA peut également aider la population civile.

Il devient gênant pour les structures privées qui précipitent sa déchéance en profitant de ses médecins laissés en pâture à des partenariats bâclés. Les trois premiers HIA, Robert PIQUE, LEGUEST et DESGENETTES sombrent sans qu'aucunes décisions ministérielles ne viennent sauver ce désastre pourtant évident en laissant sur la route le personnel pourtant investi dans ses missions.

Dans un établissement le travail a été retiré et dans un autre les moyens humains et matériels sont dramatiquement insuffisants.

Les agents sont dans l'attente d'informations confirmant l'importance et l'utilité de leur travail.

Les CAPL et CAPC sont même annulées pour les catégories C paramédicales estimant sûrement que la problématique n'est pas suffisamment grave pour en discuter également dans cette instance.

L'illusion d'un plan SEGUR, qui est très loin des attentes des agents du SSA, montre un mépris des personnels que condamne avec la plus grande fermeté la **CGT** qui réclame un SSA à la hauteur de ses missions. Il faut redonner les moyens aux hôpitaux militaires avec une feuille de route ambitieuse pour couvrir tout le territoire national de son expertise. Ça commence par la reconnaissance de ses personnels, les réouvertures de lits et des déroulements de carrière attractifs !!!

Nous ne pouvons pas laisser démanteler les hôpitaux militaires, il est donc nécessaire de réagir sans attendre pour empêcher le gouvernement de mettre en œuvre ces mesures.

**Montreuil, le 13 octobre 2021**